

Manager en ingénierie des politiques publiques

RNCP42502 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	120, 128, 340
Formacode(s)	13027, 13041, 13237, 13087, 13021
Code(s) ROME	M1403, K1401, M1402, M1503, E1103
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	26/06/2026
Date d'échéance	26/06/2031

Certificateur(s)

CRISTAL 1 · SIRET : 43181003500029

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Depuis 2020, l'action publique évolue dans un contexte marqué par une contrainte budgétaire durable, liée à l'augmentation de la dette publique, à la raréfaction des marges de manœuvre financières et à la nécessité de prioriser, d'arbitrer et d'évaluer plus rigoureusement les politiques menées. Cette situation renforce les attentes à l'égard de cadres capables de sécuriser la décision publique, de maîtriser les ressources mobilisées et de piloter l'action dans une logique de soutenabilité et de responsabilité.

Parallèlement, la fragilisation des équilibres européens, les tensions géopolitiques internationales, la multiplication des crises sanitaires, économiques, énergétiques et climatiques, ainsi que l'instabilité des cadres normatifs et institutionnels, ont profondément modifié les temporalités et les modalités de la décision publique. L'action publique s'inscrit désormais dans des environnements incertains, multi-niveaux et interconnectés, où l'anticipation, la veille stratégique et la capacité à coordonner les acteurs politiques, publics, économiques et non-profit.

Ces évolutions s'accompagnent d'une transformation du lien entre les institutions et la société, marquée par une tendance à la désintermédiation, une remise en question des formes traditionnelles de représentation et une exigence accrue de lisibilité, de transparence et de résultats. Les managers en ingénierie des politiques publiques sont ainsi confrontés à la nécessité de coordonner une pluralité d'acteurs, d'articuler des intérêts divergents et de piloter des projets dans des contextes de recomposition des légitimités et de mutation des attentes citoyennes.

ACTIVITÉS VISÉES

Conception de documents d'orientation stratégique et de diagnostics . Le titulaire de la certification conçoit des documents d'orientation stratégique et d'aide à la décision, destinés à éclairer la conception de projets et de politiques publiques

Conception d'une stratégie d'information, de veille et d'analyse stratégique. Le titulaire de la certification conçoit et met en œuvre une stratégie d'information et de veille destinée à alimenter la réflexion stratégique et à sécuriser la prise de décision dans le champ de l'action publique

Élaboration du pilotage opérationnel et financier d'un projet de politique publique. Le titulaire de la certification élabore l'organisation opérationnelle et financière d'un projet ou d'une politique publique, en cohérence avec les orientations stratégiques définies en amont

Constitution, mobilisation et coordination des équipes et des parties prenantes. Le titulaire de la certification prend les décisions relatives à la constitution et à la mobilisation des équipes et des parties prenantes, en fonction des enjeux, des contraintes et des objectifs d'un projet de politique publique. Il arbitre les rôles, hiérarchise les contributions et organise la coordination des acteurs

Pilotage de l'organisation, management des équipes et coordination des services. Le titulaire de la certification pilote l'organisation et la coordination des services ou des équipes impliqués dans la mise en œuvre de projets de politique publique

Structuration et pilotage des échanges d'information et de la communication interne. Le titulaire de la certification structure et pilote les échanges d'information entre les services et les acteurs impliqués, afin de garantir la cohérence, la fiabilité et la lisibilité de l'action menée

Évaluation de l'action, pilotage de la performance et management des compétences. Le titulaire de la certification évalue les projets et les politiques publiques mis en œuvre, afin d'en mesurer les résultats, d'en apprécier les impacts et d'en améliorer la performance

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Identifier et comparer des options stratégiques en amont de la décision publique pour élaborer des diagnostics liés à l'écosystème du projet, intégrant les dimensions institutionnelles, territoriales, économiques, sociales, juridiques et normatives

Analyser les enjeux, contraintes et marges de manœuvre des acteurs concernés pour définir des critères de qualité, de performance et d'impact des politiques publiques et des dispositifs d'action

Formaliser ces analyses sous forme de documents d'orientation, de notes stratégiques ou de documents de planification, à destination des décideurs publics ou de leurs partenaires

Elaborer et piloter des dispositifs de veille stratégique — sur les évolutions institutionnelles, normatives, réglementaires, politiques, économiques et médiatiques — pour alimenter des outils de capitalisation de l'information et des bases de connaissances utiles à l'analyse et à l'aide à la décision

Collecter, analyser et croiser des sources d'information variées (rapports institutionnels, publications spécialisées, données publiques, articles académiques, enquêtes de terrain, entretiens avec des professionnels et experts) pour structurer, hiérarchiser et fiabiliser l'information afin d'en faciliter l'exploitation stratégique

Conduire ou exploiter des enquêtes qualitatives et quantitatives, en lien avec les problématiques du projet ou de la politique publique étudiée

Concevoir le planning opérationnel du projet, en identifiant les étapes clés, les jalons décisionnels, les risques et les interdépendances pour organiser et manager le déroulement du projet

Structurer les moyens financiers du projet pour apprécier leur soutenabilité au regard des objectifs poursuivis et des contraintes budgétaires

Préparer et exploiter des documents financiers et outils de pilotage (tableaux de bord, indicateurs de suivi, outils de reporting), adaptés à la nature du projet (social, environnemental, économique, territorial) pour sécuriser la chaîne d'information comptable et financière, et garantir le suivi, la traçabilité et la fiabilité des données financières

Identifier, mobiliser et articuler les ressources humaines internes et externes pour organiser des équipes projets, en tenant compte des compétences, des rôles et des responsabilités de chacun

Organiser et sécuriser les systèmes d'information et de circulation de l'information, pour garantir un partage efficace et fiable des données entre les parties prenantes

Déployer des outils et dispositifs de communication opérationnelle et institutionnelle, pour favoriser la bonne gouvernance du projet

Organiser et piloter le fonctionnement des services et des équipes, dans des contextes institutionnels et organisationnels complexes

Mettre en œuvre des démarches de management de la qualité, pour améliorer la performance, la fiabilité et la continuité du service rendu

Veiller à la cohérence des pratiques professionnelles et à la coordination entre services ou unités de travail pour favoriser la motivation, l'engagement et la responsabilisation des équipes, en tenant compte des enjeux de qualité de vie au travail, d'éthique et de sens de l'action publique

Organiser et structurer les flux d'information internes, en tenant compte des circuits décisionnels et des responsabilités de chacun pour contribuer à une culture partagée de l'information

Coordonner les dispositifs de communication institutionnelle et managériale, en lien avec les orientations stratégiques et les objectifs opérationnels

Veiller à la cohérence des messages diffusés entre les différents services, directions ou partenaires pour prévenir les risques de dysfonctionnement informationnel, susceptibles d'affecter la qualité du service rendu ou la conduite des projets

Concevoir et animer des dispositifs d'évaluation et de contrôle, portant sur les différentes étapes de mise en œuvre des projets ou des politiques publiques

Définir et exploiter des indicateurs de suivi, de performance et d'impact, pour analyser les écarts entre les objectifs fixés et les résultats obtenus, et formuler des propositions d'ajustement ou d'amélioration

Piloter le management et le développement des compétences, en identifiant les besoins d'évolution des compétences individuelles et collectives au regard des missions et des transformations de l'organisation

Blocs de compétences

RNCP42502BC01 — Concevoir la stratégie d'un projet de politique publique

LISTE DE COMPÉTENCES

Identifier et comparer des options stratégiques en amont de la décision publique pour élaborer des diagnostics liés à l'écosystème du projet, intégrant les dimensions institutionnelles, territoriales, économiques, sociales, juridiques et normatives

Analyser les enjeux, contraintes et marges de manœuvre des acteurs concernés pour définir des critères de qualité, de performance et d'impact des politiques publiques et des dispositifs d'action

Formaliser ces analyses sous forme de documents d'orientation, de notes stratégiques ou de documents de planification, à destination des décideurs publics ou de leurs partenaires

Elaborer et piloter des dispositifs de veille stratégique — sur les évolutions institutionnelles, normatives, réglementaires, politiques, économiques et médiatiques — pour alimenter des outils de capitalisation de l'information et des bases de connaissances utiles à l'analyse et à l'aide à la décision

Collecter, analyser et croiser des sources d'information variées (rapports institutionnels, publications spécialisées, données publiques, articles académiques, enquêtes de terrain, entretiens avec des professionnels et experts) pour structurer, hiérarchiser et fiabiliser l'information afin d'en faciliter l'exploitation stratégique

Conduire ou exploiter des enquêtes qualitatives et quantitatives, en lien avec les problématiques du projet ou de la politique publique étudiée

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Le candidat doit assister à une réunion interministérielle sur le continuum de sécurité afin de rédiger une note détaillant les rapports de forces politiques qui s'y sont exprimés. La note doit inclure des propositions à l'attention d'un responsable politique en vue de nourrir un avant-projet de loi.

Le candidat doit réaliser un diagnostic territorial sur les conditions de prise en charge par l'Aide sociale à l'enfance d'un département, des enfants subissant des violences intrafamiliales.

Le candidat, à partir d'annuaires parlementaires et de services de l'État, identifie les acteurs clés, dans un domaine donné (par exemple : « la transition énergétique ») au sein d'une institution publique, d'une administration centrale, d'une collectivité locale. Il rédige une cartographie des acteurs et des risques et délimite les parties prenantes qui agissent dans le domaine concerné.

Le candidat doit, à partir d'un « briefing » avec un élu recueillir une trame et des éléments de langage qu'il enrichira par des recherches documentaires dans l'objectif de rédiger un discours politique.

Le candidat doit, à partir d'une documentation (extraits de rapports parlementaires, de projets de loi, d'articles universitaires et de presse...) rédiger une note (environ 20.000 signes ; titres et intertitres problématisés, conclusion sous forme propositions).

Le candidat doit, à partir des résultats d'une enquête qualitative qu'il a conçu rédiger une note qui sera mise en signature d'un ministre en réponse à une saisine d'un président de région sur un sujet technique.

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE

Par admission directe :

- aux titulaires de la première année en science politique et management public délivré (Grade L3) par l'ISMaPP
- aux candidats issus de l'université titulaires d'un diplôme de grade Licence 3ème année, ou d'un diplôme européen de niveau équivalent, en Droit, Économie, Sciences politiques, Histoire, Géographie, LEA, Lettres, Philosophie. Le concours se compose d'une épreuve écrite de 3 heures (dissertation sur un thème d'actualité et/ou de culture générale) et d'un entretien de motivation devant jury (durée : 30 minutes).
- pour une admission directe en deuxième année de diplôme : aux candidats issus de l'université titulaires d'un diplôme universitaire de grade Master 1ère année, ou d'un diplôme européen équivalent, en Droit, Économie ou Sciences politiques. Le concours se compose d'une épreuve écrite de 3 heures (dissertation sur un thème d'actualité et/ou de culture générale) et d'un entretien de motivation devant jury (durée : 30 minutes).
- aux professionnels remplissant les critères d'entrée en processus de VAE

PRÉREQUIS À LA VALIDATION

Avoir satisfait aux épreuves d'évaluation du bloc ainsi qu'au grand oral de certification devant Jury

Le Grand Oral de certification constitue le moment où l'ensemble des blocs est explicitement relié. À partir des expériences professionnelles vécues dans le cadre de la formation en alternance, le candidat est amené à :

- analyser les situations réelles qu'il a vécu,
- retracer et prouver la mobilisation de compétences relevant de chacun des blocs,
- et démontrer sa capacité à exercer le métier de manière globale

RNCP42502BC02 — Elaborer et déployer un projet de politique publique

LISTE DE COMPÉTENCES

Concevoir le planning opérationnel du projet, en identifiant les étapes clés, les jalons décisionnels, les risques et les interdépendances pour organiser et manager le déroulement du projet.

Structurer les moyens financiers du projet pour apprécier leur soutenabilité au regard des objectifs poursuivis et des contraintes budgétaires ;

Préparer et exploiter des documents financiers et outils de pilotage (tableaux de bord, indicateurs de suivi, outils de reporting), adaptés à la nature du projet (social, environnemental, économique, territorial) pour sécuriser la chaîne d'information comptable et financière, et garantir le suivi, la traçabilité et la fiabilité des données financières.

Identifier, mobiliser et articuler les ressources humaines internes et externes pour organiser des équipes projets, en tenant compte des compétences, des rôles et des responsabilités de chacun.

Organiser et sécuriser les systèmes d'information et de circulation de l'information, pour garantir un partage efficace et fiable des données entre les parties prenantes.

Déployer des outils et dispositifs de communication opérationnelle et institutionnelle, pour favoriser la bonne gouvernance du projet.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Le candidat doit rédiger un planning opérationnel pour un projet conduit par une agence régionale de santé, en menant des entretiens qualitatifs avec les professionnels de santé (médecins libéraux, centres hospitaliers, infirmières libérales, ambulanciers...).

Le candidat réalise un état des lieux permettant d'envisager les conséquences d'un recours à l'emprunt et/ou au mécénat pour financer une opération d'intérêt général. Il formule en conclusion une proposition de décision à l'exécutif.

Le candidat analyse une proposition de contrat portant sur la cantine scolaire. Il réalise une note synthétisant les engagements juridiques et financiers des co-contractants et les critères-qualité que devra respecter le prestataire et propose des amendements si nécessaire.

Le candidat élabore une convention de partenariat à l'attention des différentes parties prenantes du projet en déterminant les ressources humaines à mobiliser pour composer les différentes équipes utiles au projet.

Le candidat conçoit un plan de communication interne qui tient compte des différentes étapes du projet et des opportunités possibles de communication à chaque stade et en fonctions des parties prenantes à cibler et à mobiliser.

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE

Par admission directe :

- aux titulaires de la première année en science politique et management public délivré (Grade L3) par l'ISMaPP
- aux candidats issus de l'université titulaires d'un diplôme de grade Licence 3ème année, ou d'un diplôme européen de niveau équivalent, en Droit, Économie, Sciences politiques, Histoire, Géographie, LEA, Lettres, Philosophie. Le concours se compose d'une épreuve écrite de 3 heures (dissertation sur un thème d'actualité et/ou de culture générale) et d'un entretien de motivation devant jury (durée : 30 minutes).
- pour une admission directe en deuxième année de diplôme : aux candidats issus de l'université titulaires d'un diplôme universitaire de grade Master 1ère année, ou d'un diplôme européen équivalent, en Droit, Économie ou Sciences politiques. Le concours se compose d'une épreuve écrite de 3 heures (dissertation sur un thème d'actualité et/ou de culture générale) et d'un entretien de motivation devant jury (durée : 30 minutes).
- aux professionnels remplissant les critères d'entrée en processus de VAE

PRÉREQUIS À LA VALIDATION

Avoir satisfait aux épreuves d'évaluation du bloc ainsi qu'au grand oral de certification devant Jury

Le Grand Oral de certification constitue le moment où l'ensemble des blocs est explicitement relié. À partir des expériences professionnelles vécues dans le cadre de la formation en alternance, le candidat est amené à :

- analyser les situations réelles qu'il a vécu,
- retracer et prouver la mobilisation de compétences relevant de chacun des blocs,

- et démontrer sa capacité à exercer le métier de manière globale

RNCP42502BC03 — Piloter et manager un projet de politique publique

LISTE DE COMPÉTENCES

Organiser et piloter le fonctionnement des services et des équipes, dans des contextes institutionnels et organisationnels complexes ;

Mettre en œuvre des démarches de management de la qualité, pour améliorer la performance, la fiabilité et la continuité du service rendu ;

Veiller à la cohérence des pratiques professionnelles et à la coordination entre services ou unités de travail pour favoriser la motivation, l'engagement et la responsabilisation des équipes, en tenant compte des enjeux de qualité de vie au travail, d'éthique et de sens de l'action publique.

Organiser et structurer les flux d'information internes, en tenant compte des circuits décisionnels et des responsabilités de chacun pour contribuer à une culture partagée de l'information.

Coordonner les dispositifs de communication institutionnelle et managériale, en lien avec les orientations stratégiques et les objectifs opérationnels ;

Veiller à la cohérence des messages diffusés entre les différents services, directions ou partenaires pour prévenir les risques de dysfonctionnement informationnel, susceptibles d'affecter la qualité du service rendu ou la conduite des projets.

Concevoir et animer des dispositifs d'évaluation et de contrôle, portant sur les différentes étapes de mise en œuvre des projets ou des politiques publiques ;

Définir et exploiter des indicateurs de suivi, de performance et d'impact, pour analyser les écarts entre les objectifs fixés et les résultats obtenus, et formuler des propositions d'ajustement ou d'amélioration ;

Piloter le management et le développement des compétences, en identifiant les besoins d'évolution des compétences individuelles et collectives au regard des missions et des transformations de l'organisation.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Le candidat doit proposer un planning de gestion d'un projet public (par exemple : installation de bornes électriques en centre-ville) en tenant compte des différents prestataires de service qui interviendront et des directions opérationnelles de l'État et/ou des collectivités territoriales qui participeront au projet et à sa continuité.

Le candidat propose une réorganisation progressive d'une direction administrative pour mieux engager les agents dans le fonctionnement d'un service public.

Le candidat doit préparer une stratégie de communication relative à l'interdiction de circuler sur un axe situé en centre-ville en raison de travaux pendant 6 mois.

Le candidat doit planifier l'organisation d'une conférence de presse, en présence des parties prenantes du projet, en vue de présenter l'état d'avancement d'un projet d'intérêt public.

Le candidat analyse les résultats d'une évaluation sur la mise en place d'une nouvelle aide à la réinsertion de personnes fragiles socialement et propose une amélioration du dispositif.

Simuler des entretiens de recrutement et réaliser des évaluations de poste ainsi que des entretiens annuels.

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE

Par admission directe :

- aux titulaires de la première année en science politique et management public délivré (Grade L3) par l'ISMAPP
- aux candidats issus de l'université titulaires d'un diplôme de grade Licence 3ème année, ou d'un diplôme européen de niveau équivalent, en Droit, Économie, Sciences politiques, Histoire, Géographie, LEA, Lettres, Philosophie. Le concours se compose d'une épreuve écrite de 3 heures (dissertation sur un thème d'actualité et/ou de culture générale) et d'un entretien de motivation devant jury (durée : 30 minutes).
- pour une admission directe en deuxième année de diplôme : aux candidats issus de l'université titulaires d'un diplôme universitaire de grade Master 1ère année, ou d'un diplôme européen équivalent, en Droit, Économie ou Sciences politiques. Le concours se compose d'une épreuve écrite de 3 heures (dissertation sur un thème d'actualité et/ou de culture générale) et d'un entretien de motivation devant jury (durée : 30 minutes).
- aux professionnels remplissant les critères d'entrée en processus de VAE

PRÉREQUIS À LA VALIDATION

Avoir satisfait aux épreuves d'évaluation du bloc ainsi qu'au grand oral de certification devant Jury

Le Grand Oral de certification constitue le moment où l'ensemble des blocs est explicitement relié. À partir des expériences professionnelles vécues dans le cadre de la formation en alternance, le candidat est amené à :

- analyser les situations réelles qu'il a vécu,

- retracer et prouver la mobilisation de compétences relevant de chacun des blocs,
- et démontrer sa capacité à exercer le métier de manière globale

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les cadres d'exercice les plus fréquents se situent au sein :

- des institutions parlementaires ;
- des administrations publiques (fonction publique d'État, hospitalière et territoriale) ;
- des services de l'État, en administration centrale comme en services déconcentrés ;
- des collectivités territoriales et organismes rattachés ;
- des organismes de contrôle et de certification ;
- des organisations professionnelles et syndicats ;
- des entreprises et établissements publics (EPA, EPIC, EPCC) et opérateurs de l'État ;
- des associations, organisations humanitaires et ONG ;
- des entreprises privées, y compris des structures de taille variée (TPE, PME, groupes transnationaux) ;
- de sociétés de conseil, cabinets de consultance et cabinets d'avocats.

Les titulaires de la certification peuvent exercer dans des structures de taille très variable, allant :

- de petites organisations (associations, cabinets, collectivités de taille moyenne, TPE/PME),
- à des organisations de grande taille (administrations centrales, opérateurs de l'État, grandes collectivités, entreprises publiques ou groupes transnationaux).

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Cadre de direction des services

Directeur de cabinet

Conseiller technique

Cadre parlementaire

Conseiller parlementaire en cabinet ministériel

Chef de cabinet

Directeur des études et de la prospective

Cadre de la communication publique et politique

Directeur des relations institutionnelles et parlementaires

Manager de projet

Directeur-conseil chargé de l'organisation et du management

Cadre de direction d'établissement public / d'entreprise publique

Manager RH secteur public (ressources humaines)

Responsable du contrôle et de l'évaluation

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Ces activités ne sont pas à proprement parler réglementées mais un certain nombre de fonctions et métiers sont accessibles via des concours de catégorie A de la fonction publique d'Etat, hospitalière ou territoriale.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 806 €

Familles professionnelles (FAP)	L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée) L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques · tension 4/5 (Élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) L5X92 — Cadres des ressources humaines et du recrutement · tension 2/5 (Faible) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques · tension 3/5 (Modérée) U0X80 — Assistants de la communication · tension 1/5 (Très faible) U0X90 — Cadres de la communication · tension 1/5 (Très faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	22 838
Jugés difficiles à recruter	29 %
Emplois saisonniers	9 %
Familles professionnelles (FAP)	L4X80 — Techniciens des services administratifs L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) L5X92 — Cadres des ressources humaines et du recrutement L5X93 — Chargés d'études socio-économiques U0X80 — Assistants de la communication U0X90 — Cadres de la communication

Voies d'accès

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Titulaires de la première année en science politique et management public délivré par l'ISMaPP

Candidats issus titulaires d'un grade Licence ou d'un diplôme européen de niveau équivalent, en droit, économie ou sciences politique

Pour une admission directe en deuxième année : candidats justifiant d'une première année de Master universitaire ou d'un diplôme européen équivalent, en droit, économie ou sciences politiques

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, VAE
5 membres dont 3 extérieurs à l'autorité délivrant la certification

Base légale

Date de décision	26/06/2026
Durée de l'enregistrement	5 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	26/06/2031
Date de dernière délivrance possible	26/06/2035

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2025	34	0	69 %	—
2024	34	0	70 %	84 %
2023	35	0	77 %	100 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS
RNCP35417

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

Madame, Monsieur,
Vous trouverez le lien
donnant accès au descriptif de la certification sur notre site.
Bonne réception
Mme Lemozy
Voir également sur la page d'accueil de notre site le lien
avec le site de France Compétences (voir rubrique accès direct)

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/42502/>